

DECRET n° 92-712 du 26 octobre 1992. — M. Ezan Akélé, ministre de l'Environnement, de la Construction et de l'Urbanisme, est chargé de l'intérim du ministère de l'Equipe-ment, des Transports et du Tourisme, pendant l'absence de M. Adama Coulibaly.

Le présent décret prendra effet pour compter du 25 octobre 1992.

**MINISTERE DELEGUE
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU PLAN**

DECRET n° 92-665 du 7 octobre 1992. — M. Arsène Roger Kramo, né le 7 mars 1958, mle 234 796-S, titulaire du diplôme du cycle supérieur de l'Ecole nationale d'Administration (E.N.A.), promotion 1989-1990, section Economique et Financière, option Impôts, est nommé dans le corps des administrateurs des Services financiers, en qualité d'administrateur des Services financiers de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, indice 605, échelle A1, à compter du 1^{er} janvier 1991.

DECRET n° 92-666 du 7 octobre 1992. — M. Konan Kouakou Charles, né le 23 mars 1963, mle 234 789-B, titulaire du diplôme du cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration (E.N.A.), promotion 1989-1990, section Economique et Financière, option Trésor, est nommé dans le corps des administrateurs des Services financiers, en qualité d'administrateur des Services financiers, de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, indice 605, échelle A1, à compter du 1^{er} janvier 1991.

DECRET n° 92-667 du 7 octobre 1992. — M. Kpangni Moro Albert, né le 6 mai 1964, mle 234 799-D, titulaire du diplôme du cycle supérieur de l'Ecole nationale d'Administration (E.N.A.), promotion 1989-1990, section Economique et Financière, option Douanes, est nommé dans le corps des administrateurs des Services financiers, en qualité d'administrateur des Services financiers de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, indice 605, échelle A1, à compter du 1^{er} janvier 1991.

DECRET n° 92-668 du 7 octobre 1992. — M. Konan Yao, né le 16 avril 1965, mle 234 794-Y, titulaire du diplôme du cycle supérieur de l'Ecole nationale d'Administration (E.N.A.), promotion 1989-1990, section Economique et Financière, option Impôts, est nommé dans le corps des administrateurs des Services financiers, en qualité d'administrateur des Services financiers de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, indice 605, échelle A1, à compter du 1^{er} janvier 1991.

DECISION n° 819 MEFP. DGCPT. AJT. du 21 juillet 1992.

Est allouée à titre de frais et honoraires à Maîtres Charles Dogué, Eliette Elghozi, Agnès Ouangui et Abbé Yao, avocats associés, 01 B.P. 174 Abidjan 01, compte n° 111 157 374 51 SGBCI à Abidjan, la somme de 127.520 francs pour procédure suivie devant le tribunal de première instance d'Abidjan.

DECISION n° 820 MEFP. DGCPT. AJT. du 21 juillet 1992.

Est autorisé le paiement à titre de réparation entière et définitive à la SOGERCO-SAFRACI, 01 B.P. 1 539 Abidjan 01, compte n° 9550 010 690 62 BICICI à Abidjan, subrogée dans les droits de la station Shell, de la somme de 675.063 francs représentant le montant des dégâts matériels subis par la station Shell, dans l'accident de la circulation survenu le 28 février 1989.

DECISION n° 821 MEFP. DGCPT. AJT. du 21 juillet 1992.

Est autorisé le paiement à titre de réparation entière et définitive à l'Union Africaine, 01 B.P. 378 Abidjan 01, compte n° 231-36 015 776-C BIAO à Abidjan, subrogée dans les droits de la société Saint-christophe, de la somme de 88.065 francs représentant le montant des dommages subis par son véhicule n° AL 9156-CI 1 dans l'accident de la circulation survenu le 6 décembre 1988.

DECISION n° 822 MEFP. DGCPT. AJT. du 21 juillet 1992.

Est autorisé le paiement à titre de réparation entière et définitive à la Mutuelle agricole de Côte d'Ivoire, 01 B.P. 1 841 Abidjan 01, compte n° 111 303 129 15 SGBCI à Abidjan, subrogée dans les droits de Mme Dogbo Elisabeth, de la somme de 352.763 francs représentant le montant des dommages subis par son véhicule n° AE 936-CI 1 dans l'accident de la circulation survenu le 6 décembre 1990.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DECRET n° 92-733 du 28 octobre 1992 portant ratification de la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française:

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment ses articles 53 à 56 ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des documents internationaux souscrits par la République de Côte d'Ivoire ;

Vu le texte de la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Est ratifiée la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française.

Art. 2. — Le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 octobre 1992.

Félix HOUPOUET-BOIGNY.

DECRET n° 92-734 du 28 octobre 1992 portant publication de la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment ses articles 53 à 56 ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des documents internationaux souscrits par la République de Côte d'Ivoire ;

Vu le texte de la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française ;

Vu le décret n° 92-733 du 28 octobre 1992 portant ratification de la Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La Convention signée à Abidjan le 21 septembre 1992, sur la circulation et le séjour des personnes entre la République de Côte d'Ivoire et la République Française, sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Art. 2. — Le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Sécurité sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 28 octobre 1992.

Félix HOUPOUET-BOIGNY.

CONVENTION

entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Gouvernement de la République Française relative à la circulation et au séjour des personnes.

Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Gouvernement de la République Française,

Désireux de redéfinir, dans l'intérêt commun, les règles de la circulation des personnes entre les deux Etats sur le fondement de la réciprocité, de l'égalité et du respect mutuel ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les ressortissants ivoiriens désireux de se rendre sur le territoire français et les ressortissants français désireux de se rendre sur le territoire de la Côte d'Ivoire doivent être en possession d'un passeport en cours de validité revêtu du visa des autorités compétentes de l'Etat d'accueil ainsi que des certificats internationaux de vaccination exigés par cet Etat.

ARTICLE 2

Pour un séjour n'excédant pas trois mois, les ressortissants ivoiriens à l'entrée sur le territoire français et les ressortissants français à l'entrée sur le territoire de la Côte d'Ivoire doivent présenter les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé en fonction de leurs déclarations sur les motifs de leur voyage, et disposer de moyens suffisants, tant pour leur subsistance pendant la durée du séjour envisagé que pour garantir leur retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel leur admission est garantie.

ARTICLE 3

Sont dispensés de présenter les documents prévus à l'article 2 :

— Les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires et les membres de leur famille à charge, venant pour prendre leurs fonctions dans l'autre Etat ainsi que ceux qui sont en transit à destination ou en provenance d'un Etat tiers ;

— Les membres des assemblées parlementaires des Etats contractants ;

— Les fonctionnaires, officiers et agents des services publics de l'autre Etat lorsqu'ils sont porteurs d'un ordre de mission de leur Gouvernement ou fonctionnaires d'une organisation intergouvernementale munis d'un ordre de mission délivré par cette organisation ;

— Les membres des équipages des navires et des aéronefs, effectuant des déplacements de service sous le couvert des documents prévus par les conventions internationales pertinentes.

ARTICLE 4

Pour un séjour de plus de trois mois :

— Les ressortissants ivoiriens à l'entrée sur le territoire français doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation ;

— Les ressortissants français à l'entrée sur le territoire de la Côte d'Ivoire doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation.

ARTICLE 5

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle salariée doivent en outre, pour être admis sur le territoire de cet Etat, justifier de la possession :

1° D'un certificat de contrôle médical établi dans les deux mois précédant le départ et visé ;

— En ce qui concerne l'entrée en Côte d'Ivoire, par la mission diplomatique ou consulaire ivoirienne compétente, après un examen subi sur le territoire français devant un médecin agréé par ladite mission en accord avec les autorités françaises ;

— En ce qui concerne l'entrée en France, par le consulat de France compétent, après un examen subi sur le territoire de la Côte d'Ivoire devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités ivoiriennes.

2° D'un contrat de travail visé par l'autorité compétente dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

ARTICLE 6

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle industrielle, commerciale, ou artisanale doivent être munis du visa de long séjour prévu à l'article 4 après avoir été autorisés à exercer cette activité par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.